

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE D'AVRIL 2014

## Pourquoi Abdelaziz Bouteflika sera candidat

**Quand un observateur, de culture moyenne, scrute le paysage politique algérien, à trois mois d'une échéance électorale capitale pour l'avenir du pays, il est bien obligé de constater que le processus devant y conduire a été tellement balisé qu'il ne laisse à aucune surprise l'opportunité d'en fausser la mécanique.**

A moins d'un cataclysme qui emporterait tout sur son passage ainsi que cela faillit se produire le 5 octobre 1988, une probabilité qui a peu de chances de se réaliser, compte tenu de l'état des lieux actuel de la maison Algérie. Il n'y a que les naïfs ou ceux qui font semblant de l'être qui voient partout le grain de sable qui enrayera le moteur. Il apparaît, par conséquent, tout à fait superflu de recourir à des dons d'extralucide pour savoir ce qui se passera durant les trois mois qui nous séparent du 17 avril 2014, l'exercice s'avérant inutile au regard du faisceau d'indications fournies par le pouvoir d'Etat qui montre — sur un arrière-fond de suspense calculé — le sens dans lequel les choses vont devoir évoluer. Le point de départ du processus a été, en fait, donné, dès la révision constitutionnelle qui a imposé le mandat ouvert. Par la suite, l'élimination de la course de Abdelaziz Belkhadem et d'Ahmed Ouyahia, soupçonnés de vouloir parasiter le projet et de reproduire «l'impair» commis en 2004 par Ali Benflis, a fini par déminer le terrain. Indubitablement, donc, la direction politique du pays a décidé de succéder à elle-même et d'accepter, avec un parfait mouvement d'ensemble, que son chef, bien qu'amoin-dri, physiquement, brigue un nouveau mandat. En plus d'autres motifs inavoués, la décision est, implicitement, présentée comme obéissant à des considérations politiques, économiques et sécuritaires, intérieures et extérieures, qu'on peut décliner comme suit :

1 - L'Algérie a remporté contre le terrorisme une victoire jugée, ici et à l'étranger, comme référentielle. Néanmoins, elle demeure vigilante et prête à faire face, comme à In Amenas, à toute menace de déstabilisation qui surgirait de l'intérieur de son territoire ou de son voisinage immédiat. Ce ne serait donc pas le moment de procéder à un quelconque changement à la tête de l'Etat qui viendrait fragiliser ou rompre l'unité de rang des institutions nationales et «la cohésion sociale» obtenues à l'issue d'un long et patient travail de normalisation de l'islamisme imputé à l'action politique et diplomatique du président de la République, en exercice, bien que la corruption, la bureaucratie et les malaises sociaux, provoqués par une gouvernance médiocre, en aient altéré le résultat final. Plus fondamentalement, l'Algérie et, en premier lieu, l'establishment militaire qui constitue une pièce maîtresse du pouvoir d'Etat a tiré de prudents enseignements des développements politiques et sécuritaires nés dans le sillage des révoltes arabes de 2011-2012 qui s'abîment dans un climat de violence dévastatrice et s'est fixé comme priorité des priorités la sauvegarde de l'Etat national et la protection de ses intérêts stratégiques primordiaux, à l'échelle régionale et internationale, ce qui se déroule en Syrie et en Egypte, deux autres Etats nationaux arabes menacés par le fondamentalisme armé, restant en point de mire. Avec une feuille de route aussi lourde, les centres de décision ont reconnu et convenu que la période ne saurait, en aucun cas, se prêter à une ouverture — contrôlée ou libre — qui donnerait du grain à moudre à des forces à l'affût du moindre appel d'air pour «désorien-

ter» une société encore traumatisée par la décennie noire et, en même temps, aspirant à une vie décente que les chiffres du revenu per capita, récemment rendus publics, à hauteur de 5500 \$, donnent pour parfaitement réalisable ;

2 - les ressources financières brassées par l'exploitation des hydrocarbures appelée à s'intensifier et à reprendre une courbe ascendante après la mise en service des gisements nouvellement découverts constituent «une chance historique» pour réformer l'économie nationale et accélérer la marche de l'Algérie vers un statut de puissance régionale émergente. Avant qu'il ne soit trop tard. Le changement de cap opéré par le gouvernement en place qui mise sur la ré-industrialisation du pays tout en maintenant à son plus haut niveau les dépenses publiques finançant la construction massive des infrastructures de base et la paix sociale, participe de la volonté d'assurer, selon les partisans de cette thèse, «la continuité dans la stabilité».

L'afflux à Alger de chefs d'Etat et de délégations étrangères de haut niveau, intéressés par les projets de développement ambitieux affichés et rassurés par les indices économiques publiés par les organismes financiers internationaux, conforte la position des défenseurs de cette option. «Pourquoi changer, dans cette atmosphère d'embellie prometteuse, une équipe qui gagne ? Et à quelle autre remettre les clefs de la maison, au cas où, pour une raison très contraignante, le carré des décideurs serait amené à envisager une passation de consignes, considérée, pour le moment, comme hasardeuse ?» est l'argument masqué des défenseurs du 4<sup>e</sup> mandat qui battent, avant l'heure, une campagne électorale, sans précédent ;

3 - d'une manière plus générale, la bourgeoisie d'Etat qui s'appuie sur un conglomerat hétéroclite de clientèles populistes, réunies par la chasse à la prébende et aux privilèges indus, pense se maintenir aux affaires, sur une position dominante, pour longtemps encore, de la même façon que cela se passe, à quelques nuances près, en Inde, au Mexique, en Indonésie, etc., où les partis dirigeants gouvernent, pour certains d'entre eux, depuis plus de 70 ans. L'alternance à laquelle elle est opposée, par intérêt de classe, ne pourrait s'opérer à ses yeux, ni à court ni à moyen termes, parce qu'il n'existe pas encore une opposition, digne de ce nom, pour assurer une relève, dans l'ordre qu'elle veut, un ordre monolithique qu'elle a installé et consolidé, en veillant aux «bons équilibres», dans un partage «satisfaisant» des pouvoirs régaliens et des territoires d'influence ;

4- A ces considérations de type doctrinal, stratégique ou économique, s'ajoutent, naturellement, d'autres préoccupations, celles-là liées au plan de carrière des uns et des autres, des situations de rente dont on veut pérenniser le gain et la transmission en faveur des descendants et des collatéraux, une dimension non négligeable dans l'évaluation de la décision.

Un brusque changement aux commandes de l'Etat risquerait de plonger les institutions dans la spirale, tant redoutée, des réglemens de compte et de la chasse aux sorcières. Une perspective qui décourage le plus coriace des «démocrates» du système. Abdelaziz Bouteflika qui représente, pour la bourgeoisie d'Etat et ses clientèles, le candidat idéal aux élections de 2014, celui qui garantira la reconduction et la continuation de son pouvoir, poursuit-il les mêmes objectifs et partage-t-il les mêmes intérêts, en tant que dirigeant pré-

sent dans les rouages de la Révolution armée puis dans ceux de l'Etat post-indépendance, depuis près de soixante ans ?

Qu'est-ce qui le pousse à vouloir se maintenir, contre vents et marées, à la tête de la République, après avoir battu le record de longévité détenu, jusqu'ici, par le président Houari Boumediène, son compagnon, mentor et modèle des années fastes ?

1 - ceux qui le connaissent, de très près, qui l'ont précédé dans le militantisme ou qui ont accompagné, par la suite, son ascension dans l'échelle des responsabilités, disent que Abdelaziz Bouteflika appartient au club très fermé des survivants de la Révolution qui ont nourri un grand dessein pour l'Algérie et qui estiment que, tant que celle-ci n'a pas été, définitivement, soustraite «aux convoitises intérieures des islamistes et des laïcs, adversaires héréditaires des indépendantistes et de celles, extérieures, des puissances étrangères», leur mission reste à parachever jusqu'à son accomplissement total.

Alibi ou conviction sincère, le fait est que, dernier membre du groupe d'Oujda, Abdelaziz Bouteflika a été de tous les redressements qui ont visé à mettre le pouvoir d'Etat à l'abri de la concurrence des extrêmes, au risque de franchir les lignes dressées par la légalité.

A ce titre, il ne croit pas à la démocratie et à ses expressions représentatives, sa préférence allant à la gouvernance autoritaire, à la concentration des pouvoirs entre les mains d'un seul homme, censé être l'incarnation de la nation.

N'étant donc pas le genre à céder le pouvoir et, encore moins, à le partager avec un vice-président, ainsi que cela lui fut proposé dans le cadre de la révision constitutionnelle ajournée, il veut poursuivre son parcours messianique, en tête, quitte à mourir à la tâche, en plein effort, à l'image de Houari Boumediène. Il sait très bien le prix qu'un ancien chef d'Etat est contraint de payer dans la solitude de l'éloignement du pouvoir et du dessaisissement du sceptre de la gloire. Il en a ressenti l'amère condition, en suivant, il y a deux ans, le cortège funèbre du président Ahmed Ben Bella longeant, sous la pluie, les rues d'Alger désertées par des Algériens oubliés.

La posture qu'il a choisie d'adopter vis-à-vis du pouvoir, en cultivant l'idée qu'il est le dernier rempart de l'unité et de la sécurité du peuple qu'il a réussi, selon lui, à réconcilier avec son essence, et se fixant, dans son bras de fer avec une partie de l'armée, un nouveau défi, établir «un Etat civil à inscrire dans la Constitution», lui vaut des appuis, y compris parmi des hommes opposés à «l'Etat policier et l'Etat intégriste» comme Hocine Aït Ahmed qui semblent lui avoir accordé un blanc-seing pour postuler, sous cet égide-là, à un quatrième mandat ;

2 - se sachant populaire et, davantage encore, à la suite de sa double maladie, il donne l'impression d'en jouer et d'en capitaliser les dividendes, en termes d'opinion, laissant dire à l'homme de la rue que, malgré cet handicap, il tient encore la barre au service du peuple. Il faut noter, en passant, que ses ennuis de santé qui persistent, depuis près de 10 ans, ont largement entamé ses forces physiques, mais, apparemment pas, son mental, rappelant l'opiniâtreté avec laquelle des présidents comme Hugo Chavez ou Fidel Castro ont résisté à des destins contrariés ;

3 - quand à ses apparitions et à sa communication, de plus en plus espacées et de plus en plus furtives — il ne s'est plus



Par Badr'eddine Mili

adressé à la nation, depuis son meeting de Sétif de 2012 — ses compagnons les comparent à celles du président français François Mitterrand, dans les dernières années de sa vie, durant lesquelles il s'est enfermé dans sa tour d'ivoire, ses conseillers lui ayant forgé l'image d'un sphinx — «Dieu» pour les guignols de l'info — entré dans l'histoire de son vivant. Abdelaziz Bouteflika n'est pas loin de cette image. Celui qui a présidé l'Assemblée générale des Nations unies et frayed avec les grands des années 1970 se croit permis aujourd'hui de prendre de la distance et de la hauteur et de prétendre à la reconnaissance du Panthéon, sans avoir à en rougir.

Il est dans le costume d'un président-militant qui veut, tout en étant accommodant avec certains de ses pairs occidentaux qui soutiennent son éventuelle candidature, utiliser ce capital pour fédérer et préserver les grands équilibres d'un pays en ébullition.

Y parviendra-t-il ? Ses forces ne le trahiront-elles pas au moment fatidique ? Tout son problème est là : comment faire pour ne pas perdre la face après avoir fait dire, par son entourage, depuis une année, qu'il se porte bien ? Comment empêcher que toute la construction, laborieusement échaudée par ses proches et notamment par le secrétaire général du FLN, ne s'effondre lamentablement ?

A quoi aurait servi le remaniement à la tête du Conseil constitutionnel et des ministères de l'Intérieur et de la Justice, confiés à des hommes sûrs, issus de la même région ? Après les hypothétiques candidatures à la candidature de certaines personnalités de «la famille révolutionnaire» qui ne sont plus à l'ordre du jour, qu'en serait-il de celles de Sellal, Benflis, Hamrouche, Ouyahia, Belkhadem, Sadi, Hanoune, etc., à prendre au sérieux, dans le cas où Abdelaziz Bouteflika serait, pour une raison majeure, forcé de renoncer à se présenter ? Alors là, la concurrence sera ouverte et l'establishment sera — à moins d'une solution musclée — contraint de laisser faire «les enfants du système» s'exercer à préparer, graduellement, une indispensable période de transition, vers un minimum de démocratie. La société, qui ne se contentera pas de ce minimum, saura toutefois faire preuve de discernement pour séparer le bon grain de l'ivraie et opérer les choix qui lui paraîtront justes. Elle jugera sur pièces, c'est-à-dire à partir d'une lecture critique des programmes. L'Algérie remportera, à ce tournant de son histoire, une victoire sur ses vieux démons et se prouvera, en entrant, de plain-pied, dans son siècle, qu'elle n'a pas subi, pour rien, les épreuves de 52 années de luttes populaires pour le triomphe de la vérité, de la justice, du progrès et de la démocratie. Vue de l'esprit ou perspective possible ? Le proche avenir nous le dira.